



Les empires en territoires et réseaux

15/15
Research Series

Author of this paper:
Dr. Gabriel Galice

Les empires en territoires et réseaux

The Geneva Centre for Security Policy

The Geneva Centre for Security Policy (GCSP) is an international foundation established in 1995, with 46 member states, for the primary purpose of promoting peace, security and international cooperation through executive education, applied policy research and dialogue. The GCSP trains government officials, diplomats, military officers, international civil servants, and NGO and private sector staff in pertinent fields of international peace and security.

The Geneva Papers and l'Esprit de Genève

With its vocation for peace, Geneva is the city where international organisations, NGOs, and the academic community, working together, have the possibility of creating the essential conditions for debate and concrete action. The Geneva Papers intend to serve the same goal by promoting a platform for constructive and substantive dialogue.

Geneva Papers – Research Series

The Geneva Papers – Research Series is a set of publications offered by the GCSP. It complements the Geneva Papers – Conference Series that was launched in 2008, whose purpose is to reflect on the main issues and debates of an event organised by the GCSP. The Geneva Papers – Research Series seeks to analyse international security issues through an approach that combines policy analysis and academic rigor. It encourages reflection on new and traditional security issues that are relevant to GCSP training, such as the globalisation of security, new threats to international security, conflict trends and conflict management, transatlantic and European security, the role of international institutions in security governance and human security. The Research Series offers innovative analyses, case studies, policy prescriptions and critiques, to encourage global discussion.

Drafts are peer-reviewed by the GCSP Review Committee.

All Geneva Papers are available online at www.gcsp.ch/Resources-Publications/Publications

For further information, please contact: publications@gcsp.ch

Copyright © Geneva Centre for Security Policy, 2015

L'auteur

Dr. Gabriel Galice

Gabriel Galice est entré en irénologie en 2002, à partir de ses acquis en sciences politiques, en économie politique et en management international. Il venait de publier son ouvrage principal *Du PEUPLE-NATION – Essai sur le milieu national de peuples d'Europe* (Lyon, Mario Mella Edition). Son premier mouvement fut de continuer à inscrire la thématique des peuples, partant de la démocratie, dans la mondialisation, passant des plans national et européen au niveau international. Chemin faisant, il poursuivait son ancienne réflexion sur le thème de la frontière (article "Berlin – Genève" in le n° double "Frontières" de la revue *Médium* en 2010) en abordant les conflits armés en Israël-Palestine et en Irak. Responsable de la publication "Les Cahiers du GIPRI, comme directeur de l'Institut d'abord, comme vice-président ensuite, il rédigea les préfaces et écrivit l'article "Le marché, la paix, la guerre" (Cahier n°6 La guerre est-elle une bonne affaire ?, en 2007). La commémoration du tricentenaire de la naissance de Jean-Jacques Rousseau le conduisit à organiser le colloque "Rousseau, la République, la paix", dans le cadre du programme de la Ville de Genève 2012, Rousseau pour tous. Le livre *Penser la République, la guerre et la paix sur les traces de Jean-Jacques Rousseau* (Slatkine, 2012), co-écrit avec Christophe Miqueu, présente les thèmes du colloque au grand public. L'ouvrage est couronné par l'Académie des Sciences, Arts et Belles-Lettres de Dijon. Tout en préparant la publication du travail sur les peuples dans l'ordre du monde, Gabriel Galice ouvre de nouveaux chantiers sur l'état de guerre et les "guerres justes".

Table des matières

Résumé	5
Les empires de violence en territoires et réseaux	7
1. Les mots des croyances globalitaires	7
2. 1973 – 1989 : le chaos en marche constitue le SNMH	12
3. Violences cachées, violences exhibées	15
4. Recompositions sociales et politiques : les éligarchies contre les Etats	20
5. Puissance et impuissances de « l’empire libéral »	22
6. Les peuples-nations contre les empires	26
7. Les conditions d’une paix positive	29
Conclusion	30
Glossaire	32
Notes finales	33

Résumé

Les notions communes (identité, mondialisation, gouvernance...) qui décrivent le mal-ordre du monde sont adéquates à son état de guerre.

Le texte propose une autre terminologie pour un cheminement vers la paix. Il part du processus par lequel les humains et les sociétés qu'ils constituent s'approprient leur milieu. La propriété est à la fois le caractère de la personne et le bien qu'elle s'approprie par la préhension matérielle et la compréhension immatérielle. Les groupes sociaux, les Etats, procèdent semblablement, constituant des hiérarchies, des dominations. Ces processus sont violents, en actes ou en structures. La violence structurelle s'appelle communément pouvoir. Admise, démocratisée, légitimée, elle est contenue. Le basculement du monde depuis les années 1970 a ouvert sur un système chaotique qui va se dégradant. Les violences des marchés ont nourri des marchés de violence. La finance mondialisée, dernier stade du néo-capitalisme de marché, en démantelant les Etats, remet en questions les équilibres internes aux capitalismes nationaux autant que les relations entre Etats. Ces processus sont mis en œuvre par des élites dissociées progressivement de leurs peuples d'origine au point de devenir des éligarchies. Les anciennes factions politiques perdent leur sens et brouillent les repères. Le désarroi accompagne la violence.

Emerge un système national / mondial hiérarchisé (SNMH) dont les forces militaires et marchandes, livrées à elles-mêmes, tout au plus accompagnées par des instances politiques gestionnaires de moins en moins démocratiques, débouchent sur des conflits internes associés à des antagonismes externes. Ces forces sont organisées en empires constitués de territoires politico-militaires et de réseaux commerciaux-informatiels-financiers.

Face aux empires territoriaux et réticulaires, il s'agit de restaurer la raison politique, l'Etat, les citoyens dont il émane réellement, les Peuples-Nations, les coopérations régionales solidaires, les échanges équilibrés, l'architecture de sécurité, dans un monde appelé à devenir effectivement multipolaire.

Les empires de violence en territoires et réseaux

« Le prince fait toujours circuler ses projets ; il veut commander pour s'enrichir et s'enrichir pour commander ; il sacrifiera tour à tour l'un et l'autre pour acquérir celui des deux qui lui manque, mais ce n'est qu'afin de parvenir à les posséder enfin tous les deux ensemble qu'il les poursuit séparément ; car pour être le maître des hommes et des choses, il faut qu'il ait à la fois l'empire et l'argent »

Jean-Jacques Rousseau,
Jugement sur le Projet de paix perpétuelle, 1758

“War is peace. Freedom is slavery. Ignorance is strength.”

George Orwell, 1984

Nommer, penser, agir sont trois modalités complémentaires de la vie sociale. Elles gouvernent le pouvoir des groupes humains dans l'ordre interne et dans les relations internationales. Appropriation du monde réel et compréhension du monde représenté vont de pair. En quelques décennies, une nouvelle configuration politique, économique, culturelle, militaire porte triplement atteinte à la démocratie, à la paix et à la survie de la planète. La configuration est concrètement constituée d'élites affranchies des contraintes de la démocratie, pour autant qu'elle ne soit pas réduite à un rituel électoral mais exprime la volonté et les intérêts des peuples. La chute du mur de Berlin aura été une parenthèse optimiste.

1. Les mots des croyances globalitaires

Chaque société prend ses croyances pour des évidences, celles des autres pour des superstitions. En occident, nos sociétés sécularisées ont remplacé des croyances par d'autres. Nouvelle déesse, l'économie exige des sacrifices ; elle fonctionne au crédit, qui vient de credo, je crois en latin. Sous l'appellation de « marché », le credo économique remplace le credo chrétien. Pierre Legendre, dans son *Désir politique de Dieu*¹, explique le réajustement de la culture managériale² sur fond de pensée romano-chrétienne. La pensée managériale a aussi détrôné l'Etat, ouvrant ainsi l'espace d'un envahissement du religieux comme symbolique récurrente. La religion et le politique sont en effet associés autant que concurrents comme référence possible des sociétés, comme totem. Le symbolique se fonde sur la triangulation, le tiers permettant le dialogue, la résolution du conflit.

Les croyances globalitaires reposent sur les dogmes de la globalisation, de la compétitivité et des marchés, à commencer par les marchés financiers. Le contrôle des hommes et des sociétés passe par les mots qui ordonnent les actes et les pensées.

Les systèmes symboliques sont aussi divers que les langues, langages et sociétés. Ils tendent à se penser comme universels ; ils se heurtent à d'autres universaux adossés à d'autres intérêts. Le terme *d'identité*, sur lequel nous reviendrons, procède d'une *identification* dans le montage symbolique, d'une appropriation matérielle et idéale à la fois.

La mise aux normes libériste³ du monde passe par sa mise en mots car les vocables portent des idées. En quelques décennies, la normalisation rhétorique a installé un lexique anglo-saxon. *Novlangue* orwellienne, le jargon affecte deux grands domaines : la gestion et la politique internationale.

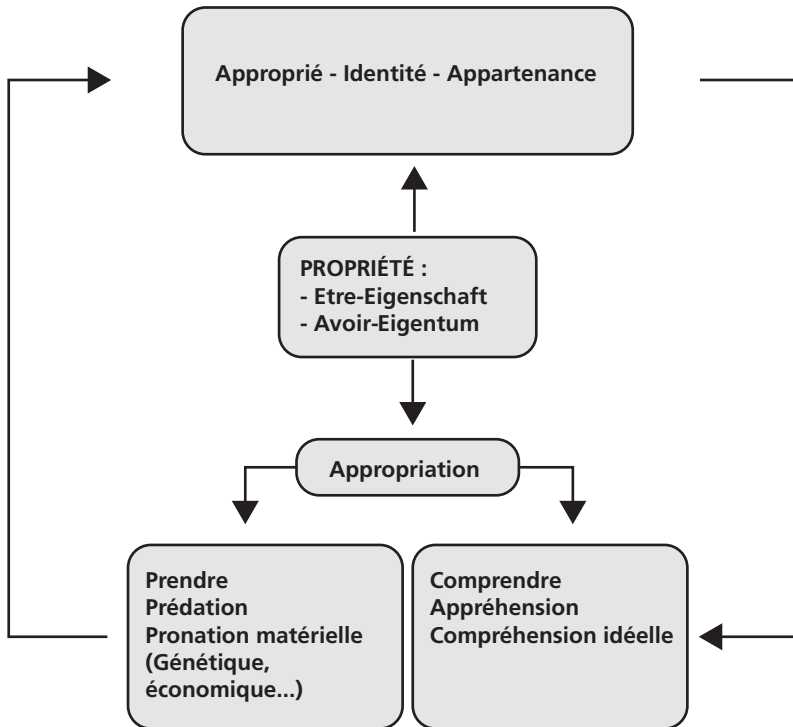
Gouvernance ou démocratie ?

La démocratie est de moins en moins l'expression de la volonté populaire, de plus en plus la *gouvernabilité* des masses par les élites, puis la gouvernance, associant les entreprises autant que la « société civile » à la représentation politique. La démocratie de marché éclipse la démocratie représentative. En 1975, la Commission Trilatérale dans son rapport, *The Crisis of Democracy*, trace des perspectives vigoureuses pour les décennies à venir⁴. La conclusion est de purger la démocraie de ses excès. « *Needed, instead, is a greater degree of moderation in democracy.* »⁵ (...) « *There are potentially desirable limits to the indefinite extension of political democracy.* »⁶ *Democracy will have a longer life if it has a more balance existence* ». Mettre la démocratie à l'abri de ses méfaits par la voie juridique (Tribunal constitutionnel, Cour suprême) est une chose, la subordonner à des instances non-démocratiques attentant aux intérêts des peuples en est une autre. Le rapport est une feuille de route de gouvernance antipopulaire⁷. L'université⁸, les médias⁹, la pensée critique, l'auto admiration des « sociétés de la Trilatérale » sont des chantiers d'avenir. Les quarante ans qui nous séparent de sa publication apportent des réponses aux inquiétudes des auteurs.

Problématique identité

La notion d'identité relève trop de la rhétorique¹⁰, trop peu de la réalité tangible¹¹, celle de l'être humain dans son milieu, en société, en lutte pour sa construction par l'appropriation des ressources, matérielles ou immatérielles. Mieux vaudrait lui substituer la *propriété* comme *être* (la propriété physico-chimique d'un corps, *Eigenschaft* en allemand) et comme *avoir* (*Eigentum*)¹², résultat de l'appropriation. Par le « perpétuel travail d'assimilation des apports extérieurs », Emmanuel Mounier rapproche l'être et l'avoir dans la propriété¹³. L'appropriation (individuelle et collective) est matérielle (préhension, pronation¹⁴, prédation, mainmise) et idéale (compréhension, acquisition de la langue, des codes, us et coutumes, lois). L'identité s'arc-boute sur des références figées invoquant le passé, la nature ou l'ethnie.

Schéma 1
Propriété et appropriation



Source : conférence de G. Galice
« Croissance économique ou développement humain »
cycle géopolitique et paix, université de Genève, 7 mai 2009

Individu ou personne ?

La différence entre *identité* et *propriété* implique la distinction faite par Emmanuel Mounier entre l'individu et la personne. Miguel Benasayag et Anne Weinfeld explicitent cette approche personnaliste : « *individu* » est pourtant le nom d'une organisation sociale, d'une cosmogonie et d'un pouvoir. C'est pourquoi nous ne pensons pas qu'on puisse identifier le concept d'individu avec celui de « personne », mot que nous utilisons pour désigner le pli caractérisé par une unité contradictoire et qui détermine l'être-là de chacun de nous dans le monde. »¹⁵ Équidistant de l'individualisme consumériste, cher à « l'Occident » et du communautarisme, prisé à l'Est et au Sud, la personne (persona vient du latin personare, parler à travers, et désigne le masque de théâtre) pourrait faire synthèse. Régis Debray note : « *Il se mène en ce moment de par le monde une grande dispute, à coup d'images, de mots et de grenades : entre les champions de la liberté individuelle et ceux de la dignité des peuples*¹⁶, (...) *le tout-communautaire et le tout-à-l'égo.* »¹⁷

La domination sur les choses accompagne l'autorité sur les humains, elles se renforcent l'une l'autre. La même idée sera développée par Rosa Luxembour, citée par Hannah Arendt¹⁸, commentée par David Harvey. Les travaux de Jared Diamond sur l'appropriation mettent en évidence la double relation des humains entre eux et avec leur milieu. Les quatre étapes de la bande, de la tribu, de la chefferie et de l'Etat marquent le passage « de l'égalitarisme à la kleptocratie¹⁹. »

L'appropriation (des choses par les humains, des humains par les sociétés, des humains par d'autres humains...) obéit, de façon générale, à la relation des *stocks* sur des *territoires* et des *flux* au travers de *réseaux*. Humains et choses sont organisés en stocks (population, greniers à grain, agglomération, barrages, nappes phréatiques, mines, réserves de pétrole, centres de données informatiques...) et en réseaux (voies fluviales, maritimes, routières, aériennes, orbites satellitaires, aqueducs, tuyaux d'eaux, oléoducs, liaisons Internet...)

Les humains en sociétés agissent dans des champs de forces qui leur échappent peu ou prou, selon qu'ils dominent plus ou moins, personnellement ou collectivement. Décisive est en effet l'interrogation sur les *actents* (à la fois *acteurs* agissant et *agents* agis par des champs de forces) majeurs de nos sociétés contemporaines (Etats, classes, entreprises, castes, élites...) et comment leurs interactions ont évolué depuis quatre décennies.

La question des *actents* pose du même coup celle des formes de leur pouvoir, de la division sociale du travail, de la répartition politique du pouvoir et du non-pouvoir.

Droits de l'homme

Après la civilisation (Robert Fisk), les droits de l'homme sont la nouvelle bannière de l'occident. Ils s'entendent plus restrictivement que ceux de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789, de la déclaration universel des droits de l'homme de 1948. Ils s'affranchissent volontiers du droit au développement (remplacé subrepticement par l'incantatoire lutte contre la pauvreté), du droit à l'enseignement ou à la santé. Ils font fi du droit des peuples, sauf pour une protection aussi paternaliste qu'intéressée, que le politique droit d'ingérence enchâsse dans la « responsabilité de protéger », abusivement interprétée dans l'intervention militaire libyenne débouchant sur un changement de régime.

L'occident se voit confronté à d'autres champs de force stratégiques, culturels et rhétoriques, à l'Est et au Sud. Ces autres champs partagent pour partie l'ambition globalitaire et universelle. Ils sont d'ailleurs hétérogènes (comme les nôtres), même si de grandes visions dominent. L'opposition des blocs sémantiques complète l'opposition des blocs stratégiques sans les recouvrir puisque la rhétorique n'a pas pour ambition de comprendre mais de convaincre ou de contraindre. Quels sont les principales rhétoriques alternatives à l'occident ?

Logos et tao

Le monde chinois est l'obsession discrète de l'occident. La Chine est le *peer competitor* (rival de même niveau) des Etats-Unis, chef de file de l'occident. François Jullien oppose le *logos* grec, matrice intellectuel occidentale, ordre du discours et discours de l'ordre aristotélien, exempt de contradiction, au tao chinois, principe d'unité au-delà du dualisme²⁰. Non sans relever qu'Héraclite se démarque d'Aristote et que l'enseignement de Lao Tseu n'est pas celui de Confucius²¹. Ivan P. Kamenarovic²² explore les conceptions chinoise et occidentale du conflit, en commençant par remarquer que l'opposition entre le *yang* et le *yin* est moins celle de l'homme et de la femme que celle du versant de montagne ensoleillé (adret) ou ombragé (ubac). « *La paix, nous apprend le classique chinois de l'antiquité intitulé La Grande Etude, est le fruit d'une succession d'apaisements qui, de l'individu à l'empire tout entier en passant par la famille et la principauté, doit gagner peu à peu tous les niveaux de la communauté humaine en suivant un double parcours qui, descendant du sommet de l'Etat au plus humble sujet, remonte depuis chaque individu jusqu'à l'ensemble de la société*²³ ».

Et si la guerre suivait des chemins de traverse ?

« La guerre sans limites »

Le livre de Qiao Liang et Wang Xiangsui, deux colonels de l'armée de l'air chinoise, rend compte des modalités de « la guerre sans limites²⁴ ». La nouvelle guerre excède les champs

de bataille de tous types. Tous les secteurs et tous les vecteurs sont mobilisés contre les puissances adverses, Etats, entreprises et autres. Clairement destinée à contrer d'abord la suprématie des Etats-Unis, la pensée stratégique des auteurs est une arme tous azimuts. Par sa multidimensionalité, le conflit procède comme la paix selon La Grande Etude. Ni guerre formelle, ni paix véritable, c'est « l'état de guerre ». Dans sa forme moderne, il combine les atouts des territoires et des réseaux.

« Terroristes barbares » versus « djihadistes »

Terroristes et jihadistes sont deux vocables en miroir, le premier péjoratif, le deuxième laudatif. Les actes terroristes visent l'effroi par le spectaculaire. L'Occident les nomme « terroristes », « barbares » parfois, eux-mêmes se qualifient de « djihadistes ». Le qualificatif de « terroriste » a de fâcheux précédents ; les nazis appelaient ainsi les résistants, le régime d'apartheid qualifiait de la sorte l'ANC. Il semble moins épineux de qualifier l'acte, dès lors qu'il s'agit d'une atteinte violente aux civils et à leurs biens, a fortiori en territoire étranger (attentats de Londres, de Madrid, de Paris). Le cas des insurgés résistants chez eux à une occupation étrangère ne mérite pas le qualificatif de « terroriste ». Le terme de « barbares » devrait en revanche être disqualifié pour éviter l'engrenage d'une « guerre des civilisations » autoréalisatrice. Les grands philosophes du siècle des Lumières sont moins primitifs que les actuels adeptes du droit d'ingérence. Ainsi Jean-Jacques Rousseau, renversant l'appellation de « barbares » : « *Si des barbares ont fait des conquêtes, c'est parce qu'ils étaient très injustes. Qu'étions-nous donc, je vous prie, quand nous avons fait cette conquête de l'Amérique qu'on admire si fort ?* »²⁵.

Les djihadistes se flattent en s'appelant ainsi. Le « grand djihad » est combat contre soi-même, voisin de la « vertu » chrétienne.

Chaque culture est tentée de se penser a priori universelle. « Paradoxalement, l'universalisme a besoin du particularisme²⁶ ».

2. 1973 – 1989 : le chaos en marche constitue le SNMH

L'espoir d'un monde meilleur s'ouvre en 1945 avec la Charte de l'ONU proclamant : « Nous, Peuples des Nations unies, résolu... » 1973 marque un coup d'arrêt.

1973 et 1989 : deux dates charnières

Les années 70 ont vu dans le monde un basculement de perspective, à la conjonction d'une remise en cause de l'ordre international et d'une mise au pas des aspirations populaires.

1973 est l'année charnière. Elle commence par l'entrée du Royaume-Uni, de l'Irlande et du Danemark dans la CEE (Communauté Economique Européenne), l'assassinat d'Amilcar Cabral, se prolonge avec la mise en place d'un système de changes flottants au sein du système monétaire international, la conférence d'Helsinki de l'OSCE, la destitution du roi et la proclamation de la République en Afghanistan, la constitution de la Commission Trilatérale²⁷ (réplique à la Tricontinentale constituée à la Havane en 1966 et aux mouvements estudiantins et populaires), la conférence des non-alignés réclamant à Alger un Nouvel Ordre Economique Mondial, le renversement du gouvernement d'Allende par la junte du Général Pinochet (inaugurant l'ordre néolibéral en économie, avant Thatcher et Reagan) le 11 septembre, le lancement par le GATT du Tokyo Round préconisant l'abaissement des barrières douanières non-tarifaires, la guerre du Kippour débouchant sur le quadruplement du prix du pétrole, constituant les pétrodollars et stimulant les débouchés de l'industrie d'armement ; en Chine, l'annonce des « quatre modernisations. ».

1989 est la seconde étape décisive. La chute du mur de Berlin, amorçant l'implosion du communisme, est concomitante du mouvement de libéralisation des capitaux. L'hyperpuissance étasunienne fera illusion une dizaine d'années, imposant son ordre de la Yougoslavie disloquée²⁸ à l'Irak meurtri, privilégiant l'alliance avec l'Allemagne, puissance ré-émergente en Europe centrale. 2001 n'est pas seulement l'année des attentats assourdissants sur le territoire des Etats-Unis, c'est aussi, trois mois après, l'année de l'adhésion de la Chine à l'OMC. Se constitue un système de trois empires rivaux à prétention mondiale : les Etats-Unis, la Chine, l'Allemagne²⁹. Le Japon et la Russie, anciens empires, sont réduits aux rôles de puissances régionales, à dominante économique pour le premier, à prépotence militaire pour le second. Les stratèges étasuniens, de Zbigniew Brezinski à Henry Kissinger, expliquent pourquoi et comment leur pays doit et peu faire perdurer sa domination.

Le Système National / Mondial Hiérarchisé

L'inexactitude du mot « globalisation » a conduit Michel Beaud à proposer la notion de système national / mondial hiérarchisé³⁰. Cette mondialisation, largement portée par le capitalisme national / mondial, est hiérarchisée, elle est davantage une intrication de pyramides de pouvoirs inégaux qu'un globe lisse.

Capital et marché en leurs logiques

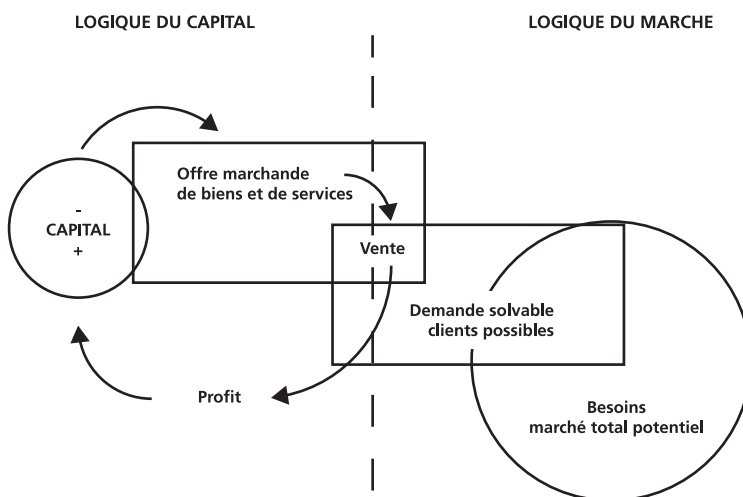
Le marché est une modalité essentielle des échanges humains. Sa signification excède la dénomination courante, de deux façons au moins. D'abord, en sa dimension anthropologique, il est échange ritualisé de gestes de reconnaissance réciproque. Dans l'histoire économique, le marché est beaucoup plus ancien que le capitalisme, abusivement désigné par beaucoup comme « économie de marché. »

L'implosion des régimes de socialisme d'Etat a non seulement ouvert des marchés au capital mais fermé les alternatives à l'imagination. John Kenneth Galbraith évoque l'avènement de la Corporate Republic, (République d'entreprise), coextensive à l'Etat prédateur³¹.

Le capitalisme de marché appartient à la dialectique globale des stocks (en l'espèce le capital) et des flux (en l'espèce le marché). Parler d'« économie de marché » omet le rôle essentiel de l'accroissement du stock, l'accumulation du capital³². La Bourse de New-York s'appelle explicitement « New-York Stock Exchange », disant tout à la fois le stock (l'action d'une entreprise est bien une fraction de stock, d'où son nom) et le flux (Exchange).

SCHÉMA 2

LE MARCHÉ CAPITALISTE



Source : article de G. Galice, « Le marché, la paix, la guerre », in Cahier du GIPRI n°6 La guerre est-elle une bonne affaire ?, 2007

La logique de la valorisation financière tournée vers la demande solvable laisse de côté les besoins vitaux insolubles³³. La marchandisation privilégie la valeur d'échange au détriment de la valeur d'usage, susceptible d'être prise en charge par la puissance publique à vocation non-lucrative. Christian Comelieu tient que « *la distinction entre valeur d'usage et valeur d'échange indique peut-être le cœur du problème.* »³⁴

Enclosures généralisées

L'abaissement des barrières commerciales s'accompagne de l'érection de nouveaux murs politiques, de césures politico-culturelles³⁵ mais aussi de verrouillages économiques plus discrets, allant du brevetage du vivant, des savoir-faire médicaux et agricoles (Monsanto) ancestraux, à la systématisation des droits de propriété, d'accroissement des inégalités. Ce processus duplique le mouvement de clôtures généralisées des champs en Angleterre entre 1760 et 1840. Les enclosures ont facilité la concentration en grands domaines et conduit à l'usine les anciens paysans ne pouvant plus bénéficier de pâturages collectifs (*commons*). Dominique Pestre décrit le processus actuel : « *Cette captation constitue un mouvement d'enclosures à grande échelle, corrélatif à l'ouverture des frontières, prioritairement aux capitaux et aux marchandises. (...) Ces années sont donc celles d'un nouveau contrat social auquel se plient sans déplaisir les savants qui deviennent patrons de laboratoires industriels, consultants, créateurs d'instituts universitaires techniques – tout en gardant leur statut social de purs sujets connaissant dédiés à la seule vérité et développant leurs activités de façon désintéressée.* »³⁶

La vente et l'achat sanctionnent et anticipent l'accroissement de valeur

Encore le capitalisme de marché³⁷ n'est-il pas ce que prétendent ses thuriféraires, ce pour deux raisons. Le capitalisme entrepreneurial des petites et moyennes entreprises (PME) se prolonge en monopoles ou oligopoles, par fusions ou acquisitions. Le marché tend ainsi au marché captif (« *private market* » évoqué par Fernand Braudel dans sa forme ancienne). La seconde raison est l'association du capital aux forces politico-militaires en général, aux Etats en particulier. La forme subtile en est la démocratie de marché (soumise aux groupes de pressions plus ou moins corrupteurs) et sa réciprocité, l'Etat tourné vers les entreprises (*Corporate Welfare*) ; la forme extrême le capitalisme « de connivence » (ou « de copinage ») (*Crony Capitalism*) teinté de militarisme.

3. Violences cachées, violences exhibées

Dans sa *Théorie de la violence*, Georges Labica la qualifie de « profuse, diffuse, confuse. »³⁸ « La violence avec un V n'existe pas ». ³⁹ Ce sont « Trois violences : la basique, la réactive et la répressive ». ⁴⁰ Selon Labica, la violence structurelle ou systémique est « *un véritable sous-bassement des violences, au moins à l'échelle de notre époque* ». ⁴¹ Elle génère la violence réactive, qui entraîne la violence répressive.

La violence en acte (ou réactive) est spectaculaire, à dessein dans l'acte terroriste. La violence structurelle (Johan Galtung) est discrète, institutionnalisée, policée. Galtung la définit comme « *toute forme de contrainte sur le potentiel d'un individu du fait des structures*

politiques et économiques ». Violence en actes et violence structurelle sont indissociables, elles se nourrissent l'une de l'autre. La force et le droit sont les noms de la violence structurelle. « *Le plus fort n'est jamais assez fort pour être toujours le maître s'il ne transforme sa force en droit et l'obéissance en devoir* ». ⁴² Les violences systémiques, du côté des dominations, appellent les violences résistantes, du côté des opprimés et humiliés. Le couplage du capital et du marché dans la marchandisation est devenu central dans la violence structurelle des sociétés contemporaines. « *Le critère d'évaluation, sans lequel le compte de capital ne peut pas exister provient, d'une manière constamment renouvelée, de la lutte de l'homme avec l'homme sur le marché* » ⁴³ écrit Max Weber en 1923, se démarquant de Karl Marx sans céder pour autant à l'angélisme du marché harmonieux.

Les violences des marchés

Les violences du marché capitaliste ont fait d'énormes avancées. *Le rapport mondial sur le développement humain 2005* note : « *Si le progrès enregistré dans les années 1980 s'était maintenu jusqu'ici, on aurait compté 1,2 millions de décès d'enfants en moins cette année.* » En 1984, Michel Aglietta et André Orléan analysent la violence de la monnaie. ⁴⁴ Ils prolongent leur travail en 1998 avec *La monnaie souveraine : « L'autonomisation de l'économie, l'instrumentalisation des formes collectives et le primat des rapports de pouvoir sur les formes d'autorité ne dessinent pas un modèle social cohérent, lequel suppose au contraire, la subordination des rapports de pouvoir à un rapport d'autorité. L'autorité est un ensemble de valeurs collectives au nom desquelles est affirmée la cohésion de la société. (...) On dira que l'autorité subordonne en valeur le pouvoir. Celui-ci est un rapport de domination fondée sur la possession des moyens de production permettant à certains individus de dicter leur conduite à d'autres. »* ⁴⁵

La violence s'exprime par « l'accumulation par dépossession », sur laquelle insiste D. Harvey. Elle est intra- et extra-capitaliste. « *Le capitalisme fait siennes des pratiques de canibales aussi prédatrices que frauduleuses.* » ⁴⁶

Cette violence se poursuit avec la guerre que se mènent les puissances au travers de leurs monnaies respectives. Le taux de change influe sur la concurrence entre marchandises et capitaux. Le 15 août 1971, le Président Richard Nixon fait un véritable « coup d'Etat international » en déclarant la fin de la convertibilité du dollar étasunien en or, mettant fin à l'architecture de Bretton Woods. Ce sera la porte ouverte à la financiarisation du capitalisme, accélérée ensuite par les technologies de l'information et le règne de spéculateurs. Cette dématérialisation a son pendant : la montée du chômage et des travailleurs pauvres, victimes de la violence de la monnaie. Le crédit s'est envolé, avec lui le crédo d'un néo-capitalisme baptisé « néo-libéralisme » dans son accompagnement politique et son habillage rhétorique.

Les cures d'austérité imposées aux peuples pour sauver les banques sacrifient la santé, l'éducation, la dignité du logement et de la vie. Dans sa livraison du 22 février 2014, la revue médicale britannique *The Lancet* publie un article intitulé « Mortality and the economic crisis in Greece » Avec 116 670 décès en 2012, la Grèce atteint le record de 1949. Un tiers de la mortalité additionnelle de 2013 serait imputable à l'austérité, soit 2000 personnes. Les plus de 55 ans sont particulièrement touchés. Yanis Varoufakis fournissait en 2014 les détails des chiffres actualisés de l'économie réelle, de l'économie financière et des désastres sociaux.⁴⁷ La bibliothèque universitaire d'Athènes tourne au ralenti, les jeunes s'expatrient, les traitements médicaux lourds ne sont plus pris en charge, la prévention contre les épidémies est délaissée. Peu après, la presse annonçait « *le retour de la Grèce sur les marchés financiers* ». Le gouvernement grec a mandaté six banques pour lever un emprunt à cinq ans au taux de 6,08%, dont Goldman Sachs. Cette dernière fut complice du maquillage des comptes de la Grèce et procéda à une levée de fonds en 2010. Elle en profita et aggrava la situation. Caricatural, le cas grec n'est pas exceptionnel de cette violence de la finance.

La violence budgétaire inclut autant l'évasion fiscale par les entreprises jouant la concurrence entre Etats que la diminution des prestations au bénéfice des citoyens.

Plus largement, la gouvernance économique mondiale nourrit les violences, directement et indirectement. Joseph Stiglitz : « *Les bombes sont jetées à 15 000 m d'altitude pour que le pilote ne ressente pas ce qu'il fait, et l'économie internationale, du haut d'un hôtel de luxe, impose sans merci des politiques que l'on repenserait à deux fois si l'on connaissait les êtres humains dont on va ravager la vie.* »⁴⁸ Indirectement aussi : Mayeul Kauffmann : « *Notre propre étude économétrique montre que les pays qui suivent un programme d'ajustement structurel préconisé par les Institutions Financières Internationales ont un risque d'entrer en guerre civile plus élevé que les autres (...)* »⁴⁹

Ainsi, les marchés capitalistes contemporains portent des violences (industrielles, financières, monétaires, commerciales, budgétaires...) génératrices de contre-violences. Mais les contre-violences générées s'instituent à leur tour en ressources économiques, en objet d'échange, inscrits dans le schéma d'ensemble des violences des marchés. Les marchés de violence en sont une expression.

Les « marchés de violence »

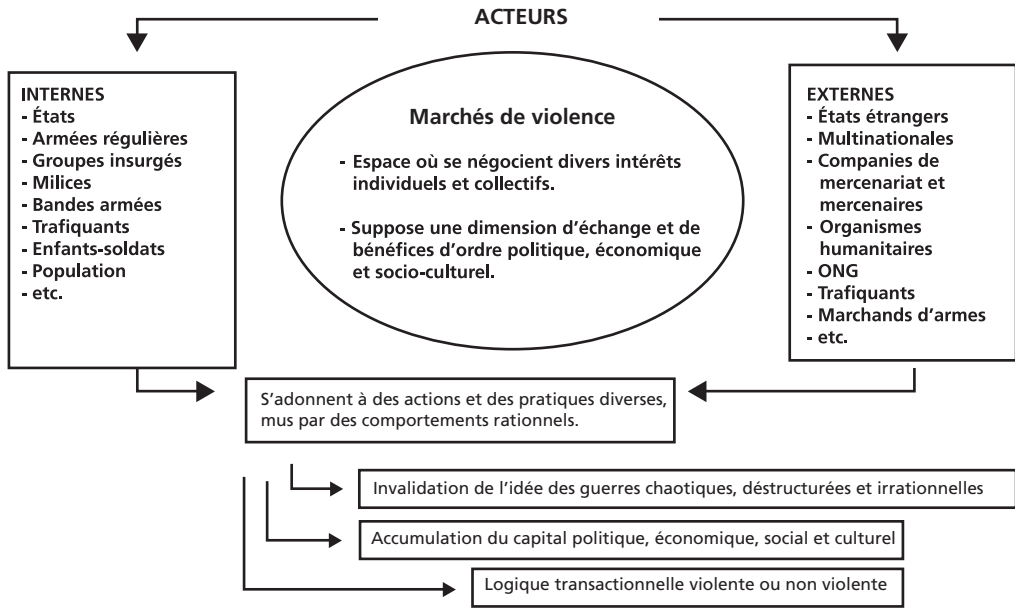
Georg Elwert avança la notion de « marchés de violence » (Gewaltmärkte). Martin Kalulambi Pongo et Tristan Landry prolongent sa réflexion dans leur livre *Terrorisme international et marchés de violence*. « *Dans son acception conceptuelle, le terme de marchés de violence renvoie plus directement à l'anthropologie qu'à l'économie : le marché est un lieu d'échange inscrit culturellement. Appliqué aux rationalités d'échange dans les zones de guerre, il ouvre sur une théorie qui permet de mieux comprendre la capacité d'une*

société à gérer ses conflits, de même que son aptitude au state-building. La théorie des marchés de violence focalise sur l'action stratégique des acteurs sociaux, qui ne sont pas seulement des hommes politiques âgés aux commandes des institutions locales, mais aussi de jeunes hommes généralement ignorés par les études centrées sur les élites et qui, dans une société gérontocratique comme les sont beaucoup de sociétés dans les pays en développement, choisissent l'« option AK47 », c'est-à-dire qui cherchent dans les marchés de violence la possibilité de se constituer un capital social et économique.»⁵⁰

Les ventes et achats mondiaux d'armes, qui dérogent aux règles de l'OMC au nom de la souveraineté et de la sécurité des Etats, entrent dans le système des marchés de violence autant comme violence d'un marché particulier que comme forme singulière d'un marché de violence. Le SIPRI les décrit non seulement comme facteur belligène mais aussi comme première source de corruption (commissions et rétro-commissions), par là d'atteinte à la démocratie⁵¹.

Les Entreprises Militaires et de Sécurité Privées sont une expression nouvelle du croisement des marchés de violence et de la violence des marchés. Elles encadrent des exploitations de mines ou de gisements pétroliers dans des zones de conflits violents et sont financées par le fruit de l'extraction. Groupes armés non étatiques, elles sont le pendant des bandes criminelles, insurrectionnelles, résistantes ou terroristes.

Les marchés de violence



Source : Terrorisme international et marchés de violence, p.22.

« Pourquoi le 11 septembre a-t-il eu lieu ? » demande Mobammad-Mabmoud Ould Mombamedou. « La réponse réside essentiellement en l'existence d'un profond sens d'injustice que des millions d'Arabes et de musulmans ressentent par rapport au comportement des EU et de l'Occident à leur égard. La question ne relève pas du fanatisme religieux, de la pauvreté ni encore de l'absence de démocratie dans le monde arabe. Il s'agit plutôt de justice, de soif de justice primordiale⁵². » Faut-il exclure la pauvreté du sentiment d'injustice ? Faut-il dissocier le dégoût de la corruption de l'absence de démocratie ?

« La misère et l'humiliation sont le terreau du terrorisme, l'argent sale en est l'engrais », écrivent Passet et Lieberman, qui soulignent le blanchissage de « l'argent sale » par les banques⁵⁵. Cette vision est partagée par M. Kalulambi Pongo et T. Landry, et par nous. D'autres, plus soucieux de sécurité que de paix, conçoivent le terrorisme comme une idéologie violente étrangère à notre monde, portée par des « barbares », à éradiquer par tous les moyens.

4. Recompositions sociales et politiques : les éligarchies contre les Etats

Les marchés marchent par les marchands. Ni complot préconçu de A à Z, ni hasard de la nature, la « mondialisation » est le fruit de réflexions pluridécennales et de tâtonnements de plusieurs fractions des classes dominantes.

Frédéric Lordon en rend compte : « *Car, après la parenthèse historique du fordisme qui avait vu, à la faveur de la reconstruction et des « Trente Glorieuses », une nouvelle génération de hauts fonctionnaires affirmer leur autonomie et imposer leur rationalité d'Etat, le cas échéant contre le capital privé, la sainte alliance de tous les dominants se reforme autour de la finance. (...) Ainsi convergent les divers groupes appelés à se retrouver dans un nouveau bloc hégémonique constitué autour d'un projet commun qui se clarifie et se dégage comme tel progressivement, à mesure que la financiarisation révèle toutes ses opportunités⁵⁴.* »

Les démantèlements des Etats : pourquoi ?

En se déterritorialisant, les élites mondialisées se coupent des peuples-nations⁵⁵ dont elles émanent au point de devenir des oligarchies, des *éligarchies*. Elles prirent l'Etat pour cible, coupable de freiner leurs ambitions en s'efforçant à la cohésion sociale. Christopher Lasch⁵⁶, Robert Reich⁵⁷, Zygmunt Baumann⁵⁸, Raoul Marc Jennar⁵⁹, Alain Garrigou⁶⁰ ont rendu compte de ce processus de sécession des élites. Les éligarchies financières et politiques ne sont pas seules concernées. Une large fraction des élites intellectuelles s'associe à la médiocratie, machine médiatique à formater l'opinion. « *Son caractère numériquement infime et apparemment marginal ne peut plus longtemps voiler le rôle stratégique joué par la haute intelligentsia française dans les rapport politiques de classe, nationaux et internationaux. L'alliance qu'elle a passée avec la nouvelle médiocratie (de media et kratein, gouverner), avec laquelle elle tend à la fusion pure et simple, lui assure le monopole de la production et de la circulation des événements et des valeurs* ». ⁶¹

Le sécessionnisme des éligarchies est à la fois vertical et horizontal. La verticalité s'exprime par les écarts croissants de revenus et par la faculté de se jouer des territoires. Le sécessionnisme horizontal s'exprime dans les micronationalismes⁶² refusant la solidarité avec le reste du pays (Catalogne, Padanie...)

La mise à distance de la volonté populaire est assurée par la sélection monétaire (et les lobbys) d'une part, par la mise en place de « pare-feu » d'autre part (gouvernance, instances non-élues décisionnaires, du Fonds Monétaire International à la Banque Centrale Européenne en passant par la Commission européenne.)

Le démantèlement des Etats : modalités

L'Etat est pris sous le feu croisé de ces deux sécessionnismes. Selon Europol, les actes terroristes sont majoritairement le fait d'indépendantistes intra-nationaux. L'Etat, voilà l'ennemi. Il s'agira de le restreindre, de le contraindre, de le privatiser, de l'instrumentaliser au bénéfice de minorités en le mettant hors de portée d'un peuple tenu pour incompetent. Les projets libre-échangistes, du défunt Accord Multilatéral sur l'Investissement au Partenariat Transatlantique de Commerce et d'Investissement tentent de mettre les entreprises à l'abri des contestations par les Etats et par les citoyens, une juridiction privée tranchant les litiges. La privatisation de la justice participe de la privatisation des Etats.

L'Etat est démantelé par la violence économique ou par la force militaire. La décolonisation a subi des coups d'arrêts. La néo-colonisation a organisé des clientèles branchées sur les éligarchies du Nord plutôt que sur les peuples du Sud, par des corruptions croisées, des commissions et des rétro-commissions. Les Etats ne sont ni « voyous », ni « faillis ». Ils sont mis en faillite par la concurrence économique inégale ou détruits par la force. Au-delà des Etats, ce sont les peuples-nations qui sont démantelées, les communautés étant dressées les unes contre les autres selon l'adage *Divide ut imperas* (divise pour régner). La destruction des Etats suppose un habillage rhétorique honorable. Le peuple et l'Etat sont d'abord personnalisés en leur chef, puis le chef est démonisé. Nasser = Hitler fut recyclé avec Milosevic, Saddam, Khadafi, Poutine et bien d'autres.

Pourtant, tous les segments de l'appareil d'Etat et de ses annexes ne subissent pas le démantèlement, ou pas dans les mêmes proportions.

L'Etat sécuritaire détrône l'Etat social

Les sociétés s'adonnent tour à tour à l'Etat militaire et à l'Etat social. Alain Supiot en dresse le constat : « *A deux reprises, à l'issue de la Première, puis de la Seconde Guerre mondiale, d'abord dans la Constitution de l'Organisation internationale du travail (OIT) en 1919, puis dans la Déclaration de Philadelphie en 1944, la communauté internationale s'est efforcé de tirer les leçons de ces expériences en affirmant solennellement qu'« il n'est pas de paix durable sans justice sociale. »*⁶³

La construction de l'ennemi, la diabolisation du concurrent, de l'adversaire, fait prévaloir la violence sur le droit au nom de la morale et des bons sentiments. On aime à lever des tabous pour s'affranchir des interdits, à communiquer plutôt qu'à dialoguer. « *L'in-terdit, c'est ce qui permet aux hommes de se parler plutôt que de s'entre-tuer.* »⁶⁴

« Military spending – Hands off the Warfare State!⁶⁵ » titre *The Economist*⁶⁶. Le même choix militariste préside en 2001 aux orientations des conservateurs républicains aux Etats-

Unis. Dès le 21 septembre 2001, l'American Stock Exchange a établi un index composé exclusivement de 15 entreprises du secteur de l'armement, le Defense Index (DFI), dont les cinq premiers fournisseurs du département de la Défense, qui se partagent près de la moitié des commandes d'équipements⁶⁷. Thomas Friedman systématise le couplage entre l'économique et le militaire : « *L'intégration économique de la planète requiert la disposition de la puissance américaine à utiliser sa force contre ceux qui, de l'Irak à la Corée du Nord, menaceraient le système de mondialisation. La main invisible du marché ne peut pas fonctionner sans un poing caché – McDonald's ne peut pas fonctionner sans McDonnell Douglas, qui construit les F-15. Et le point caché qui rend le monde sûr pour les technologies de la Silicon valley s'appelle l'armée, la force aérienne, la force navale et les marines des Etats-Unis.* »⁶⁸

L'alternance de la prédominance militaire et de la prépotence économique scande autant la vie des Etats-Unis que les relations internationales. Le passage de l'administration Bush à celle d'Obama marque un infléchissement du hard power au smart power. Au nom de l'enlargement, l'administration Clinton avait déjà stimulé la guerre économique par la création du National Economic Council, les services de renseignement assurant le lien entre l'économique, le politique et le militaire / sécuritaire.

En fin de compte, la destruction des Etats crée un vide symbolique. Pierre Legendre attirait l'attention sur le risque encouru : « *On ne voit pas qu'il y a grand péril quand l'Etat ne joue plus son rôle de totem et de garant de la raison (...). L'idéologie du réseau, c'est la féodalité, qui engendre des relations extrêmement violentes.* »⁶⁹

5. Puissance et impuissances de « l'empire libéral »

Affublé de l'adjectif « libéral », l'impérialisme retrouve ses lettres de noblesse, dévalorisées entre 1945 et 1973. Au début des années 2000, accompagnant la vision néoconservatrice de George W. Bush et de son équipe, des auteurs comme Niall Fergusson, Robert Cooper⁷⁰ ou Michel Ignatieff vantent les notions d'empire et d'impérialisme. Cooper écrit : « *Mais, l'Amérique étant à ce jour la garante du système, il est somme toute préférable qu'il en soit ainsi pour le moment.* »⁷¹ Ces auteurs renouent avec les concepts d'empire et d'impérialisme : « *C'est ce que les historiens anglais parlant de l'Angleterre du XIXème siècle appelaient l'impérialisme du libre-échange, parce que la puissance économique la plus forte a pour intérêt à détruire les barrières qui empêchent ses produits de se placer dans le monde.* »⁷² Les guerres de l'opium contre la Chine en furent une forme emblématique ; les Chinois n'ont pas oublié. Les puissances impériales furent protectionnistes avant de s'être dotées des moyens de la conquête extérieure, tels les fabricants de machines à

tisser le coton des Etats-Unis, conseillés par Friedrich List⁷³, contre le libre-échangisme de leurs concurrents anglais.⁷⁴

« L'impérialisme du libre-échange » fournit un double enseignement. L'opposition entre libre-échange et mercantilisme est plus théorique que pratique. Les Etats combinent protectionnisme et libre-échange en fonction de la conjoncture et de leurs intérêts, de leur position dans la domination. La seconde leçon est que la défense nationale est partie prenante de l'accompagnement par l'Etat de la puissance économique. Margareth Thatcher le souligne : *"I was asking the Conservative party to put its faith in freedom and free markets, limited government and a strong national defence"*.⁷⁵ Les canons de la flotte espagnole protégeaient les galions chargés d'or et d'argent, la *Royal Navy* fut garante des succès marchands de l'empire britannique, auquel succède le Commonwealth, le canal de Panama servait d'abord les marines marchandes et militaires des USA.

Les partisans de l'empire ont le grand mérite de pointer une réalité et une ambition : conserver la suprématie étasunienne le plus longtemps possible. L'administration Obama n'a que partiellement rompu avec cette tendance lourde, jouant plus finement que son prédécesseur sur les claviers du smart power, drones, espionnage intensif des 17 agences de renseignement et prodigues financements d'ONG par des fondations à l'appui.

Empire réticulaire et impérialismes territoriaux

Le nouvel empire est constitué par l'intrication de territoires politiquement- militairement dominants et de réseaux tissés par les grandes entreprises commerciales, financières et informationnelles. *« Mais cet empire du marché libéralisé n'est pas seulement (...) un monstre abstrait, socialement désincarné. En fait, il s'identifie à des nations dominantes (...) et, en leur sein, à des couches sociales qui n'ont jamais été dans une situation aussi favorable. Cet empire constitue en fait un système d'alliances entre élites à l'échelle mondiale (souligné par GG). Il renforce l'implantation du capitalisme dans certaines zones, à l'exclusion des autres, mais à la grande différence d'avec le passé, son limes n'est pas géographique, il est devenu social. »*⁷⁶ Il conviendrait de nommer « terréseaux » cette intime imbrication des **territoires** et des **réseaux** de domination, qui légitime l'ingérence partout, sous des couvertures humanitaires souvent. Les deux projets commerciaux de partenariats transatlantique et transpacifique en sont une illustration. Le volet militaire n'est jamais loin.⁷⁷

Ce nouvel empire, encore piloté par les Etats-Unis et leurs alliés, prétend davantage à l'omniprésence qu'à l'omnipotence. Alain Joxe écrit : *« L'empire américain n'a même pas tenté de réussir; comme les Russes ou les Français, la moindre phase de colonialisme réel, c'est-à-dire de conquête politique. Il joue seulement un rôle dans la destruction des souverainetés étatiques, y compris la sienne. »*⁷⁸

L'Europe, empêtrée dans ses divergences, opte souvent pour un « *alter-impérialisme (...): attaché à l'imposition de la paix et de l'économie de marché, multilatéraliste. Et menant des guerres des droits de l'homme* ». ⁷⁹

Si la propriété d'une personne ou d'un groupe se définit par ses appropriations matérielles ou immatérielles, le pouvoir politique d'un Etat se caractérise par la nature et les modalités des prédatons, pronations et autres acquisitions. Les analyses courantes mettent l'accent sur les *flux* et les *réseaux*, occultant les *stocks* et les *territoires*. Négligeant le capital, Frédéric Gros évoque les Etats de violence et la fin de la guerre ⁸⁰, moyennant quelques faiblesses le conduisant malencontreusement à la guerre juste et à la fascination pour les flux ⁸¹.

L'Etat de guerre combine la concurrence des entreprises et la rivalité entre Etats, les violences des marchés et les marchés de violence. Marc Guillaume qualifie l'ordre économique d'état de guerre : « *De cet ordre, je retiendrai d'abord un aspect qui illustre les capacités qu'il a de distordre des valeurs qui semblaient assurées : c'est l'acceptation, et même l'exaltation, d'un état de guerre permanent, comme situation normale, voire idéale. Cet état de guerre, c'est bien sûr, la guerre économique que se livrent les entreprises et les nations, guerre considérée comme légitime en dépit des misères et des drames qu'elle impose aux pays les plus pauvres et, de plus en plus, aux pays industrialisés eux-mêmes. L'ordre économique, c'est d'abord cela, cette mobilisation interminable, cet ordre de la guerre, cet ordre idéalisé ou euphémisé en modèle de concurrence.* » ⁸² Pour ces raisons précisément, nous préférons quant à nous le qualifier de mal-ordre.

La grille ci-dessous éclaire les ambitions et les moyens des puissances ou des empires. Le pouvoir implique le contrôle des stocks et des flux. Le cas du pétrole est le plus fréquemment évoqué. Son contrôle suppose l'accès aux puits, la sécurisation des oléoducs et des principales voies maritimes empruntées par les pétroliers géants, la gestion des raffineries mais aussi l'influence sur les prix, la réduction des consommations, etc... La carte des puits et des gazoducs coïncide avec celle de nombreux conflits.

Les enjeux du contrôle des ressources en stocks et en flux

Statut Ressource	Stocks	Flux
Population	Peuples-Nations	Migrations
Ressources primaires	Mines, nappes, gisements, carrières, réserves, barrages...	Voies communication, aqueducs, oléoducs, gazoducs, voirie et réseaux divers (VRD)...
Ressources secondaires	Agriculture, (silos, greniers), élevage (étables, écuries, bergeries...), ateliers, fabriques, main d'œuvre	Voies de communications, législations internationales sur le commerce, les communications et télécommunications, Internet...
Capitaux	Banques privées, banques centrales, paradis fiscaux...	Bourses de valeurs, marchés, transferts immatériels, swaps divers, Internet
Armes	Arsenaux conventionnels, nucléaires, bactériologiques, chimiques, centres de cyberwar.	Vecteurs terrestres, maritimes, aériens, spatiaux, Internet
Troupes	Casernes	Mouvements de troupes
Idées – Images – signes – données - codes	Cultures, langues, religions, universités, écoles, fondations, clubs, Think Tanks, brevets et licences, centres de stockage de données	Echanges et hybridations culturelles, satellites, médias, câbles sous-marins et souterrains

Ni l'empire réticulaire, ni les empires territoriaux ne contrôlent effectivement le mal-ordre du monde. Le pouvoir politique, subordonné au jeu des intérêts privés, confronté aux empires, autodéssaisi de ses prérogatives, se retrouve « acratique » (M. Beaud). Des Etats de moindre importance peuvent se comporter en impérialistes plus ou moins discrets. L'alimentation en argent, prédicateurs, images, armes et combattants armés par des puissances pétrolières est un exemple parmi d'autres d'impérialismes virulents de second rang.

6. Les peuples-nations contre les empires

Coopérations ou dominations ?

Les Etats-Unis se défendent d'unilatéralisme, ils invoquent le « multilatéralisme efficace » ou « vertébré », étant entendu qu'ils ont vocation à assumer le leadership en étant la colonne vertébrale. « *If current U.S. policy differs at all from U.S. policy in the past, it is a result of our recognition that, in the post-Cold War era, multilateralism is more important than ever, and that without leadership -- without backbone -- multilateralism is predictably condemned to failure. In a number of recent instances where we thought it necessary, we have chosen to provide the leadership -- the backbone -- required for multilateralism to succeed. Our insistence that multilateralism be effective may not always make us popular, but it hardly makes us "unilateralist."* »³³

« Smart Power » et « Regime Change »

Le Président Obama, plus retenu dans l'action que son prédécesseur, garde explicitement le même cap stratégique : « *Here's my bottom line: America must always lead on the world stage. If we don't, no one else will. The military that you have joined is and always will be the backbone of that leadership. But U.S. military action cannot be the only -- or even primary -- component of our leadership in every instance. Just because we have the best hammer does not mean that every problem is a nail. And because the costs associated with military action are so high, you should expect every civilian leader -- and especially your Commander-in-Chief -- to be clear about how that awesome power should be used (...)* "First, let me repeat a principle I put forward at the outset of my presidency: The United States will use military force, unilaterally if necessary, when our core interests demand it -- when our people are threatened, when our livelihoods are at stake, when the security of our allies is in danger."³⁴

Le *Center for Strategic Affairs and International Studies* définit le "smart power" comme : « *an approach that underscores the necessity of a strong military, but also invests heavily in alliances, partnerships, and institutions of all levels to expand American influence and establish legitimacy of American action.* » Le cas ukrainien l'illustre. Les relations économiques, leurs rapports de force, se voient qualifiés (approximativement) de soft ou de smart power. L'alliance du pouvoir économique et du pouvoir militaire, associée au pouvoir intellectuel et au pouvoir politique, constitue aujourd'hui le cœur de la puissance. Les pouvoirs parcellaires composent le Pouvoir global.

Alain Joxe ne tient pas l'empire pour protecteur contre le chaos mais, au contraire, générateur du désordre. Les firmes transnationales « *réellement souveraines rejoignent donc le modèle du chaos privé de Hobbes.* »³⁵ Plus largement : « *On peut démontrer que la*

mutation économique a sa source conjointe dans la métamorphose globale des rapports de force militaires et celle des nouveaux moyens décisionnels financiers, toutes deux issues des innovations techniques et scientifiques.⁸⁶ (...) Il existe cependant un manque de pensée théorique de l'articulation globale violence/économie quand les appareils d'entreprise pèsent peut-être désormais autant que les appareils d'Etat dans les décisions d'entrer en guerre. »⁸⁷

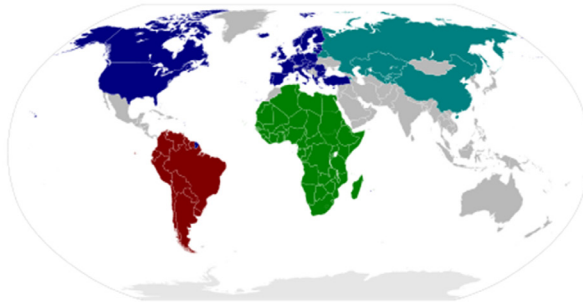
L'arrogance occidentale, les stratégies du chaos, la privatisation de la violence sur des « marchés de violence », les guerres par procuration, la mise en cause du droit international, les actions terroristes constituent des menaces majeures interdépendantes.

La dislocation du Pacte de Varsovie aurait dû conduire à une remise en cause de son adversaire, l'OTAN, et à la définition d'une nouvelle architecture militaire internationale, construite à partir de l'OSCE. Tournant le dos à cette perspective, les Etats-Unis et leurs alliés ont opté pour un élargissement sélectif⁸⁸ doublé d'une extension géographique de la zone de compétence de l'organisation. Bertrand Badie évoque le contrat : « *Bill Clinton reconnut publiquement le deal, voire le linkage : admettre la Russie dans le club des oligarques, puis à l'OMC à condition que Boris Eltsine approuve l'élargissement de l'OTAN à ses anciens satellites, voire à certaines des anciennes républiques soviétiques, à l'instar des Etats baltes.* »⁸⁹ L'Union européenne invoque une Politique de Défense et de Sécurité Commune (PESD), de facto subordonnée à l'OTAN même si elle n'est, de jure, que « compatible » avec l'Organisation. Madeleine Albright théorisa cette dépendance en « 3D » : « *No Decoupling, no Duplication, No Discrimination* » Les alternatives ne furent qu'esquissées.⁹⁰ La non duplication de matériels permet aux Etats-Unis de conforter leur avance technologique et numérique. En cas de besoin, ils peuvent ajouter leur législation nationale interdisant la vente de matériels comportant plus de 10% de composants étasuniens vers des pays mis au ban des nations, par l'ONU ou par eux-mêmes.

Les guerres en Yougoslavie ont donné lieu à plusieurs discours idéalistes, de Jürgen Habermas à Bertrand Badie⁹¹. Avec le recul, l'opération a surtout permis, mondialement, une légitimation de l'OTAN et, régionalement, une renaissance allemande en Europe centrale.⁹² Ce fut l'aboutissement d'un ancien dessein : « *le but de l'OTAN est de déguiser une alliance américano-allemande en l'intégrant dans un ensemble plus vaste.* »⁹³ L'OTAN reste l'alliance dominante.

Le renforcement de l'OTAN exclut la Chine et la Russie, de la sorte incitées à se rapprocher. Le processus conduisit à la constitution, en 2001, de l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS). En 2002 est décidée la constitution de l'OTSC (Organisation du Traité de Sécurité Collective), effective en 2003, qui regroupe la Fédération de Russie et quelques pays alliés.

Les grandes alliances militaires



Le 23 septembre 2008, le Secrétaire Général de l'ONU Ban Ki-Moon et le Secrétaire Général de l'OTAN, Jaap de Hoop Scheffer ont signé en toute discrétion une « Déclaration commune sur la collaboration des Secrétariats des Nations Unies et de l'OTAN. » Un tel accord de collaboration vise abusivement à octroyer à l'OTAN un statut officiel de co-responsabilité dans le maintien de la paix mondiale.

Jamie Shea, directeur de l'information et de la presse de l'OTAN pendant la guerre contre le Kosovo en 1999, explique : « *Ce qui est assez ironique, c'est que, pour réussir, la force doit soigner le désordre par le désordre. L'ulcère ne peut être guéri tant que le patient n'est pas opéré.*⁹⁴ ».

Un aspect pérenne des conflits armés post-Guerre froide consiste en « guerres par procuration » évitant aux grandes puissances de s'affronter directement. En réalité, il s'agit soit de guerres proprement dites, soit de troubles fomentés ou renforcés par des ingérences extérieures débouchant sur des guerres civiles, des coups d'Etat, avortés ou réussis. Les actuels conflits syrien et ukrainien⁹⁵ illustrent ces guerres par procuration, impliquant, aux côtés de forces spéciales, des mercenaires financés par des particuliers ou par des Etats⁹⁶.

Les empires sont leur pire ennemi. L'histoire est celle de leur ascension, de leur domination et de leur décadence. Leurs dissensions internes contribuent autant à leur déclin que les hostilités secrétées par leur domination, y compris culturelle.

Les guerres au Proche et Moyen-Orient portent les cicatrices de l'effondrement de l'empire ottoman, des mandats britanniques et français, des deux guerres mondiales. Il s'agit d'une zone interstitielle entre les blocs continentaux asiatique, européen et africain.

Après l'expérience trentenaire, encore en cours, de la destruction des Etats ouvrant la porte aux bandes, aux clans, aux tribus, aux mafias, aux pseudos-Etats, il semble temps d'en revenir aux Peuples-Nations organisés par des Etats construits de l'intérieur, non par des ambitions impériales prétendant au *State Building* d'importation. A cette condition externe s'ajoute deux conditions internes : le resserrement du lien entre le Peuple (ensemble politique) et l'Etat d'une part, le rapprochement entre le *peuple social* (*aporoi* chez Aristote, *having not* en anglais, petit peuple en français⁹⁷) et l'élite possédante, dirigeant effectivement (*euparoi*, *having*, *élite*). Soit l'équation : Peuple politique = peuple social + élite(s) A contrario : Population = « populace » + éligarchie(s). En concevant aussi des confédérations, puis des ensembles régionaux coopératifs plus que concurrentiels, en Europe inclusivement⁹⁸.

Benjamin Barber : « *A longue échéance, les Etats-Nations restent l'expression la plus puissante de la communauté humaine et les meilleurs garants de stabilité (bien que pas toujours de démocratie)* »⁹⁹. Il vante le modèle confédéral.

7. Les conditions d'une paix positive

La paix ne se réduit pas à l'absence de guerre ou d'autres conflits violents. Elle n'est pas non plus la domination.

En 1980, le président du GIPRI, le professeur Roy Preiswerk, a défini les conditions de la paix positive et dynamique¹⁰⁰. L'authentique paix inclut la justice car l'injustice appelle la révolte, le trouble, la guerre civile ou extérieure. L'authentique paix absolue n'est pas de ce monde mais il convient d'y tendre. Pour ce faire, il importe de partir de la réalité, du monde tel qu'il est pour, mesurant l'écart, promouvoir les réformes le rapprochant d'un ordre souhaitable, par une vision partagée dans l'élaboration d'un consensus. La perspective de « paix positive et dynamique » est une réponse à la dénonciation de la « violence structurelle. »

La réalité est celle d'un ordre/désordre s'apparentant au chaos. Puissances établies, puissances en devenir, impuissances frustrées contribuent aux rivalités, à l'instabilité, au chaos. Ce désordre organisé, nous le qualifions de mal-ordre, coextensif au malaise et au *maldéveloppement*¹⁰¹. Les guerres contre l'Irak et contre la Libye ont activement participé à la constitution de l'Etat islamique.

La guerre se met en scène et en mots autant qu'en armes. Le chercheur pour la paix se doit d'échapper aux simplifications induites par les propagandes masquées en informations. Il doit s'efforcer de penser en termes dialectiques et *dialogiques*¹⁰², (E. Morin). Les conflits de religions ou « de civilisations » servent de paravent aux divergences politiques ou économiques, comme le remarque Georges Corm. « *Il est important de tenter une mise en ordre des différentes causalités qui peuvent expliquer le maintien, et dans certaines zones, l'extension des conflits. Une des plus importantes a trait à la pesanteur historique qui affecte le bloc des nations occidentales, encore largement prisonnières du poids du passé.* »¹⁰³

L'article 47 (ch. VII) de la Charte des Nations-Unies, stipulant un Comité d'état-major auprès du Conseil de sécurité, est resté lettre morte. L'heure n'est-elle pas venue de réunir les conditions de sa mise en œuvre ?

Conclusion

Passer de l'*hubris* (démésure¹⁰⁴) à la *phronesis* (prudence), des éligarchies dissociées des nations aux élites associées à leurs peuples, de l'antagonisme individu / communauté à une valorisation de la personne insérée dans une collectivité nationale, du « dialogue entre religions » à des échanges équilibrés entre peuples par une « laïcité laïcisée ¹⁰⁵ », sont les conditions d'un humanisme appelé à sous-tendre la réorganisation du monde.

L'ordre moins instable du monde passe par un rééquilibrage culturel, politique, économique, militaire, assis sur une reconstruction conceptuelle et sémantique. Le manque d'idéal collectif conduit des jeunes vers des idéologies violentes. Les élites intellectuelles et politiques portent une lourde responsabilité dans ce délitement social et moral.

Encore faut-il que les peuples s'approprient ou se réapproprient leurs Etats largement privatisés, confisqués par des éligarchies. Le mal-ordre mondial est l'extension du désordre régnant dans maints Etats. Le désordre est, sinon organisé, du moins impulsé par les forces davantage aptes à détruire qu'à construire. En apprentis-sorciers, ces forces militaro-marchandes tiennent le chaos pour créateur d'un nouvel ordre. Face à elle, en miroir, des

djihadistes, plus artisanaux, se comportent en entrepreneurs de violence invoquant Dieu, totem symbolique.

Les guerres actuelles combinent souvent des conflits internes et des affrontements de grandes puissances, économiques ou politiques. Les « Occidentaux » s'épargnent encore les guerres civiles mais les conditions de leur probabilité gagnent en importance. Les scénarios de « guérilla urbaine » enseignés dans des académies policières ou militaires pourraient s'avérer les modèles de guerres civiles à venir, nourries de l'extérieur¹⁰⁶.

En 1795, Emmanuel Kant annonce notre « post-modernité » : *« A quelle distance de cette perfection ne sont pas les nations civilisées et surtout les nations commerçantes de l'Europe ! A quels excès d'injustice ne les voit-on pas se porter; quand elles vont découvrir des pays et des peuples étrangers ! (ce qui signifie chez elles les conquérir). (...) Sous prétexte de n'établir dans l'Hindoustan que des comptoirs de commerce, ils y débarquèrent des troupes étrangères et par leur moyen ils opprimèrent les naturels du pays, allumèrent des guerres entre les différents Etats de cette vaste contrée, y répandirent la famine, la rébellion, la perfidie et tout ce déluge de maux qui afflige l'humanité. »*¹⁰⁷

Les « nations civilisées » n'ont plus le contrôle exclusif de la puissance mais leurs éligarchies gardent plusieurs attributs de la suprématie territoriale et réticulaire. Leurs propres peuples ne sont guère moins victimes que les « peuples étrangers », ils subissent moins de violence directe. Les peuples des puissances émergentes ne sont pas mieux lotis.

Le défi démocratique double le défi pacifique dans la nécessaire réorganisation du monde et pour la survie de la planète.

Glossaire

Actratie : « Incapacité des hommes au pouvoir à l'assumer réellement, à affronter les enjeux majeurs, les problèmes les plus graves, à définir et engager les stratégies nécessaires et à imposer les efforts que les choix faits impliquent. Et même ceux dont les discours montrent qu'ils ont bien vu l'essentiel se révèlent incapables de le prendre en charge ou de mettre en œuvre les processus ou les procédures qui s'imposent. »

Michel Beaud, *Le basculement du monde*, édition 2000, p.232.

Actent : l'acteur est supposé agir librement, l'agent est tenu pour un acteur plutôt passif du système, l'actent est agi et agissant dans un champ de forces.

Appropriation : processus par lequel les êtres humains, les groupes sociaux et les sociétés s'approprient des ressources matérielles et immatérielles constitutives de leurs propriétés.

Eligarchie : les élites associées à leurs peuples deviennent des éligarchies en s'en dissociant.

Mal-ordre : désigne l'ordre/désordre du monde empreint de malaise et de mal-développement. (CETIM)

Propriété : être et avoir, la propriété éclaire, par l'appropriation, l'imprécise notion d'identité.

SNMH : « Système national / mondial hiérarchisé ». Expression argumentée de Michel Beaud pour préciser la notion floue de « mondialisation »

Terréseau : le pouvoir multidimensionnel, multisectoriel, globalisé, est à l'articulation impériale des **territoires** et des **réseaux**.

Notes finales

1. P. Legendre, *Le désir politique de Dieu*, Paris, Fayard, 1988.
2. P. Legendre, *Dominium Mundi l'empire du management*
<https://www.youtube.com/watch?v=rQQxCFosKic>
3. Benedetto Croce (1866-1952) pose la différence entre libéraux politiques et libéristes économiques.
4. *La crise de la démocratie, sous titré Rapport sur la gouvernabilité des démocraties*, publié en 1975, est un éclairage des réformes à venir. Il porte la signature de Michel J. Crozier, Samuel P. Huntington et Joji Watanaki. Ici, les références sont celles de la version anglaise éditée chez New York University Press.
5. Idem, p.113.
6. Idem, p.115.
7. Le consentement populaire (people's consent) remplace la volonté populaire. L'opinion se manipule.
8. "Yet intellectuals as agents of change and moral guides in a period of fast changes should be and are effectively in the vanguard of the fight against the old aristocratic tradition" (p.31)
9. "Journalists possess a crucial role as gatekeepers of one of the central dimensions of public life. (...) Journalists' autonomy does not lead necessary to transparency and truth but may distort the perception of reality" (p.35-36)
10. « De fait, c'est une véritable énigme pour la sociologie. Il y a quelques décennies à peine, « l'identité » était loin de nos préoccupations, elle n'était que prétexte à élucubration philosophique. Aujourd'hui, tout le monde ne parle plus que de ça. », Z. Bauman, *Identité*, Paris, L'Herne, 2012, p.27. Et aussi : « La raison identitaire - on doit admettre que cette notion pose problème, et qu'à la limite l'identité n'existe pas alors que les actions en son nom existent, elle, bel et bien – donne à réfléchir (...) ». M. Kilani, *Pour un universalisme critique*, Paris, La Découverte, 2014, p.12.
11. « (...) la notion d'identité est tout à la fois hautement nécessaire et fort redoutable, éminemment difficile à manier avec rigueur. « L'identité est le diable en personne, et d'une incroyable importance », notait Wittgenstein. », P.-A. Taguieff, *La République menacée*, Paris, Textuel, 1996, p.85.
12. G. Galice et Ch. Miqueu, *Penser la République, la guerre et la paix sur les traces de Jean-Jacques Rousseau*, notamment p.135 à 140 (Genève, Slatkine, 2012)
13. « La vie personnelle (...) s'affirme dans un perpétuel travail d'assimilation des apports extérieurs. Elle s'élabore en les élaborant. (...) Il ne faut donc pas opposer trop brutalement l'avoir et l'être, comme deux attitudes existentielles entre lesquelles il y aurait à choisir (...) En ce sens, la propriété, comme l'intimité, est une exigence concrète de la personne. » Emmanuel Mounier, *Le personalisme*, Paris, PUF, 2010, p.51.
14. « Parce que la pronation est le geste premier du conatus - il met la main sur...-, l'éventualité du heurt violent surplombe en permanence la rencontre avec un semblable », F. Lordon, *L'intérêt souverain*, Paris, La Découverte, 2006, p.52.
15. M. Benasayag et A. Weinfeld. *Le mythe de l'individu*, Paris, La Découverte 1998, p.14.
16. Régis Debray, *L'intellectuel face aux tribus*, CNRS EDITIONS, Paris, 2008, p.11.
17. Ibidem, p.58.
18. « Une accumulation indéfinie de biens doit s'appuyer sur une accumulation indéfinie de pouvoir (...) Le processus illimité d'accumulation du capital a besoin de la structure d'« un Pouvoir illimité », si illimité qu'il peut protéger la propriété croissante en augmentant sans cesse sa

- puissance », Hannah Arendt, *Les origines de l'impérialisme*, cité par D. Harvey, *Le nouvel impérialisme*, Paris, les prairies ordinaires, 2010, p.58.
19. J. Diamond, *De l'inégalité parmi les sociétés – essai sur l'homme et l'environnement dans l'histoire*, Paris, Gallimard, 2000, p170 à 174.
 20. F. Julien, *Si parler va sans dire*, Paris, Le Seuil, 2006.
 21. « La démocratie dirigiste » de Singapour ou le couple capitalisme / parti unique en Chine continentale « penchent plutôt vers l'idée d'un autoritarisme bienveillant, un l'héritage confucianiste combinant sens de la hiérarchie et collectivisme, deux caractéristiques qui ont duré tout au long des tems impériaux », China Daily, cité par Courrier international n°1270 du 5 au 12 mars 2015.
 22. I.P. Kamenarovic, *Le conflit, perception chinoise et occidentale*, Paris, Le Cerf, 2001.
 23. Ibid., p.74.
 24. Q. Liang et W.Xiangsui, *La guerre sans limite – L'art de la guerre asymétrique entre terrorisme et globalisation*, Paris, Payot, 2003.
 25. J.-J. Rousseau, Discours sur les sciences et les arts, OC, Paris, Gallimard, OC III, p.389.
 26. M. Kilani, *Pour un universalisme critique*, op. cit., p.289.
 27. Zbigniew Brezinski en est nommé directeur.
 28. Ch.-A. Morand, *La crise des Balkans de 1999*, Bruylant Bruxelles – IGDJ Paris, 2000.
 29. J.-M. Quatrepoint, *Le choc des empires*, Paris, Gallimard, 2014.
 30. M. Beaud, *Capitalisme, système national / mondial hiérarchisé (SNMH) et devenir du monde*, Cahier du GIPRI n°4, Paris, L'Harmattan, 2006.
 31. J.-K. Galbraith, *L'Etat prédateur*, Paris, Seuil, 2009.
 32. « Le choix d'économie de marché pour remplacer avantageusement capitalisme n'est qu'un voile d'absurdité trompeur jeté sur la réalité profonde de l'entreprise : le pouvoir du producteur, qui influence et même dirige la demande du consommateur. Mais cela ne se dit pas. On ne s'appesantit guère sur le sujet dans le débat et l'enseignement économiques contemporains », J. K. Galbraith, *Les mensonges de l'économie*, Paris, Grasset, 2004, p.22.
 33. Cf. la grille des besoins in M. Beaud, Ibid., p.68.
 34. Ch. Comeliau, *L'économie contre le développement ?* L'Harmattan, 2009, p. 187. Egalement Jacques Fournier, *L'économie des besoins*, Paris, Odile Jacob, 2013.
 35. « ce que nous vivrons désormais comme la fermeture du monde », M.-M. Ould Mohamedou, *Contre-croisade*, Paris, L'Harmattan, 2011, p.8.
 36. D. Pestre, *Science, argent et société*, Paris, INRA éditions, 2003, p17.
 37. Qu'Henry Kissinger préfère nommer « Free market capitalism », version française « Le FMI fait plus de mal que de bien », *Le Monde*, 15 octobre 1998.
 38. G. Labica, *Théorie de la violence*, La città del sole Naples / Librairie philosophique J. Vrin – Paris, 2007, p.10.
 39. Ibidem, p.14
 40. Ibidem, p.15.
 41. Ibidem, p.16.
 42. J.-J. Rousseau, *Du contrat social*, Œuvres complètes, III, Paris, Gallimard, 1964, p.354.
 43. M. Weber, *L'histoire économique*, Paris, Gallimard, 1991, p.16. La version originale allemande *Weltgeschichte* » date de 1923. „Geld ist folglich kein harmloser Maßstab wie irgend ein anderes Meßinstrument, sondern der Geldpreis, in dem geschätzt wird, ist ein Kompromiß aus Kampfchancen auf dem Markte, so daß der Schätzungsmaßstab, ohne den die

- Kapitalsrechnung nicht leben kann, nur aus dem Kampf des Menschen mit den Menschen auf dem Markt gewonnen wird. Daraus ergibt sich die „formale“ Rationalität der Geldwirtschaft im Vergleich zu jeder „naturalen“ (sei es Eigen-, sei es Tausch-) Wirtschaft.“ München und Leipzig, Verlag Duncker und Humblot, 1923, S.7.
44. M. Aglietta et A. Orléan, *La violence de la monnaie*, Paris, PUF, 1984 et aussi D. Dupré, « La création monétaire ne doit pas être un crime contre les peuples », *Le Temps*, 17 février 2012.
45. M. Aglietta et A. Orléan, *La monnaie souveraine*, Paris, Odile Jacob, 1998, p.11.
46. D. Harvey, op. cité, p.177.
47. <http://yanisvaroufakis.eu/2014/03/01/whatyou-should-know-about-greeces-present-state-of-affairs-an-update>
48. J. Stiglitz cité dans *Libération* du 15 avril 2002, cité par M. Kilani, *Guerre et sacrifice*, Paris, PUF, p.108.
49. M. Kauffmann, « Gouvernance économique mondiale et guerres civiles », in *La guerre est-elle une bonne affaire ?*, Cahier du GIPRI n°7, Paris, L'Harmattan, 2007.
50. M. Kalulambi Pongo et T. Landry, *Terrorisme international et marchés de violence*, Les presses de l'université de Laval, 2005, p. 2-3.
51. "Corruption and the arms trade: sins of commission", in *SIPRI Yearbook 2011 – Armaments, Disarmament and International Security*, p.13 à 35.
52. *Ibid.*, p.49.
53. R. Passet et J. Liberman, *Mondialisation financière et terrorisme*, Paris, Enjeux planète, 2002, p.25, 55, 56.
54. F. Lordon, *Et la vertu sauvera le monde...* Paris, raisons d'agir, 2003, p.20.
55. G. Galice, *Du Peuple-Nation*, Lyon, Mario Mella, 2002.
56. Ch Lasch, *La révolte des élites et la trahison de la démocratie*, Paris, Champ essai, 2010.
57. R. Reich, *The Work of Nations*, indument traduit en français par *L'économie mondialisée*.
58. Z. Bauman, *Le coût humain de la mondialisation*, Paris, Hachette, 1999.
59. R.- M. Jennar, *Europe, la trahison des élites*, Paris, Fayard, 2004.
60. A. Garrigou, *Les élites contre la République*, Paris, La Découverte, 2001.
61. R. Debray, *Le pouvoir intellectuel en France*, Paris, Ramsay, 1979.
62. G. Galice, « Des micronationalismes en Europe : identité, pouvoir et appropriation en Ecosse et en Savoie », in *L'Europe à la recherche de son identité*, Ch. Villain-Gandossi, Paris, CTHS, 2002.
63. A. Supiot, *Grandeurs et misères de l'Etat social*, Paris, Collège de France / Fayard, 2013, p.20.
64. A. Supiot, *Idem*, p.88.
65. Dépenses militaires. Touche pas à mon Etat guerrier !
66. http://www.economist.com/blogs/democracyinamerica/2010/10/military_spending
67. L. Mampaey et C. Serfati, « Les groupes de l'armement et les marchés financiers : vers une convention « guerre sans limites » ? » in *La finance mondialisée*, Paris, La découverte, 2004.
68. T. Friedman, *The Lexus and the Olive Tree*, cité par S. Halimi, *Le grand bond en arrière*, Paris, Fayard, 2004, p.414.
69. P. Legendre, « L'humanité a besoin d'ombre pour échapper à la folie », *Le Monde*, 22 avril 1997.
70. R. Cooper, « Why we still need empires », *The Observer*, 7 avril 2002.
<http://observer.guardian.co.uk/worldview/story/0,11581,680117,00.html> et
<http://www.theguardian.com/world/2002/apr/07/1> Cooper fut successivement conseiller du Premier ministre britannique Antony Blair, puis du Haut représentant de l'UE à la sécurité, Xavier Solana

71. Robert Cooper, *La fracture des nations – Ordre et chaos au XXIème siècle*, Paris, Denoël, 2003 p.66.
72. S. Hoffmann, « L'impérialisme du libre-échange », Sciences humaines hors-série, La mondialisation en débat, n°17, juin-juillet 1997.
73. Auteur du célèbre *Système d'économie politique*, dans lequel il préconise un protectionnisme pour les « industries dans l'enfance. »
74. Ha-Joon Chang, « Du protectionnisme au libre-échange, une conversion opportuniste », Le Monde diplomatique, juin 2003.
75. M. Thatcher, *The Downing Street Years*, London, Harper Collins Publishers, 1993, p.15.
76. E. Morin et S.Nair, *Pour une politique de civilisation*, Paris, Arléa, 1997, p.42.
77. <http://www.bruxelles2.eu/2014/06/03/un-accord-militaire-avec-les-usa>
78. A. Joxe, *Les guerres de l'empire global*, Paris, La Découverte, 2012, p.195.
79. C. Serfati, *Impérialisme et militarisme*, Lausanne, Editions Page deux, 2004, p.195.
80. F. Gros, *Etats de violence - Essai sur la fin de la guerre*, Paris, Gallimard, 2006.
81. « Le monde global semble largement dominé par une logique de flux : flux de marchandises, flux de populations, flux d'informations et d'images, (...) De nouvelles identités se créent dans ces mouvements, ignorant la citoyenneté. (...) L'Empire avait des bords et l'Etat des frontières. Le système de sécurité a des marges plutôt. », Idem, p.237. Le verbe « semble » est crucial dans ce diagnostic borgne.
82. M. Guillaume, « L'héritage de l'histoire ambiguë », in P. Dockès (dir.) *Ordre et désordres dans l'économie-monde*, Paris, PUF, 2002, p.41.
83. S. G. Rademaker, Assistant Secretary of State for Arms Control, Conférence du désarmement, Genève, 13 février 2003, „The commitment of the United States to effective multilateralism“, <http://2001-2009.state.gov/t/isn/rls/rm/17744.htm>
84. « Remarks by the President at the United States Military Academy Commencement Ceremony », West Point New York, 28 mai 2014. <http://www.whitehouse.gov/the-press-office/2014/05/28/remarks-president-united-states-military-academy-commencement-ceremony>
85. A. Joxe, *Les guerres de l'empire global*, Paris, La Découverte, 2012, p.67.
86. Idem, p.66.
87. Idem, p.67
88. Z. Brzezinski : « Exclure la Russie (de l'UE ou de l'OTAN) pourrait être lourd de conséquences – cela validerait les plus sombres prédictions russes -, mais la dilution de l'Union européenne ou de l'OTAN aurait des effets fortement déstabilisateurs.», *Le grand échiquier, l'Amérique et le reste du monde*, Hachette Littératures – Pluriel, 2002.
89. B. Badic, *Le Temps des humiliés*, Paris, Odile Jacob, 2014, p.37. Référence est faite au livre de William Clinton, *My Life*, New York, Vintage, 2005, p.750 et suiv.
90. P. Quilès, *L'OTAN, quel avenir ?*, Rapport d'information n°1495 enregistré à la Présidence de l'Assemblée nationale française le 24 mars 1999.
91. « La realpolitik classique qu'on connaît depuis deux siècles s'estompera », Le Monde, 13 avril 1999.
92. « Ce qui est sûr, c'est que les Serbes se sont comportés de manière peu humaine sur le sol du Kosovo, mais ce qui est tout aussi sûr, c'est que des bombes occidentales ont été lancées sur l'Etat souverain de Yougoslavie. Autrement dit, sous la tutelle des Etats-Unis, nous n'avons pas respecté le droit international, ni la Charte des Nations Unies, charte signée par les Etats-Unis et même directement inspirée par eux. Nous étions tous soumis à cette charte, puisque nous l'avons ratifiée, mais nous ne l'avons pas respectée. (...) Très probablement, en ce qui concerne la

- Slovénie et la Croatie, le gouvernement allemand aurait adopté, sous ma présidence, une position plutôt réservée. (...) Après la disparition de l'Union soviétique, les Américains se sont crus la seule superpuissance du monde, erreur profonde que les deux décennies à venir vont s'appliquer à confirmer. Je dis cela parce qu'il est inimaginable que la Russie, sur le plan politique et économique, s'éternise dans la même situation de faiblesse. » Helmut Schmidt, « L'Allemagne porte une responsabilité », L'Hebdo, 1er avril 1999, http://www.hebdo.ch/laquolallemagne_porte_une_responsabiliteacuteraquo_6956_.html
93. Hermann Kahn cité par J. Grapin, *Forteresse America*, Paris, Grasset, 1984, p.203.
 94. J. Shea, « Les conflits modernes et les médias », in A.-M. Dillens, *La guerre et l'Europe*, Bruxelles, Facultés universitaires de Saint-Louis, 2001. La métaphore médicale est doublement bancale. Bien des traitements dispensent d'une intervention chirurgicale. Quand elle est nécessaire, l'opération chirurgicale ne vise pas à tuer mais à éviter la mort, à la différence des « frappes chirurgicales. »
 95. <http://www.gipri.ch/wp-content/uploads/2013/06/Note-danalyse-n%C2%B02-de-Gabriel-Galice-25-mai-2014-Lacrise-ukrainienne-dans-une-perspective-%C3%A9tasunienne-et-la-probl%C3%A9matique-de-l.pdf>
 96. <http://www.gipri.ch/wp-content/uploads/2013/06/Etat-de-guerre-et-guerres-par-procuration-aujourd'hui1.pdf>
 97. J. Rancière, *Aux bords du politique*, Paris, Gallimard, 1988.
 98. J.-M. Siroën distingue multilatéralisme « universel » et multilatéralisme « coopératif » comme il différencie régionalisme « minimaliste » (de type ALENA) et régionalisme « fédérateur » (de type MERCOSUR), in « Régionalisme contre multilatéralisme ? », Les cahiers français, n° 269, janv.-fév. 1995.
 99. B. Barber, *L'empire de la peur*, Paris, Fayard, 2003, p.96.
 100. <http://www.gipri.ch/?s=preiswerk>
 101. Au sens du CETIM (Centre Europe-Tiers Monde) de Genève <http://www.cetim.ch>
 102. « Le principe dialogique nous permet de maintenir la dualité au sein de l'unité. Il associe deux termes à la fois complémentaires et antagonistes. », Edgar Morin, *Introduction à la pensée complexe*, ESF Editeur, Paris, 1990.
 103. G. Corm, *Pour une lecture profane des conflits*, Paris, La Découverte, 2012, p33.
 104. « L'hubris, rappelons-le, ce n'est pas seulement l'orgueil coupable, mais aussi la fougue, l'ardeur, l'élan vitale » relève Régis Debray dans « Occident, fiche technique », in revue *Médium*, 34, 1er trimestre 2013. Point trop n'en faut.
 105. G. Corm, *Pour une lecture profane des conflits*, Paris, La Découverte, 2012, p.235 et suivantes.
 106. H. Belmessous, « La guerre urbaine dans les cités françaises », *Regards croisés sur la guerre et la paix*, Cahier du GIPRI n°9, Paris, L'Harmattan, 2009.
 107. E. Kant, *Projet de paix perpétuelle*, Paris, Gallimard, 1986, *Œuvres complètes*, vol.III, p.351.

Geneva Papers – Research Series

- No.1 – 2011 G. P. Herd, “The Global Puzzle: Order in an Age of Primacy, Power-Shifts and Interdependence”, 34 p.
- No.2 – 2011 T. Tardy, “Cooperating to Build Peace: The UN-EU Inter-Institutional Complex”, 36 p.
- No.3 – 2011 M.-M. Ould Mohamedou, “The Rise and Fall of Al Qaeda: Lessons in Post-September 11 Transnational Terrorism”, 39 p.
- No.4 – 2011 A. Doss, “Great Expectations: UN Peacekeeping, Civilian Protection and the Use of Force”, 43 p.
- No.5 – 2012 P. Cornell, “Regional and International Energy Security Dynamics: Consequences for NATO’s Search for an Energy Security Role”, 43 p.
- No.6 – 2012 M.-R. Djalili and T. Kellner, “Politique régionale de l’Iran : potentialités, défis et incertitudes”, 40 p.
- No.7 – 2012 G. Lindstrom, “Meeting the Cyber Security Challenge”, 39 p.
- No.8 – 2012 V. Christensen, “Virtuality, Perception and Reality in Myanmar’s Democratic Reform”, 35 p.
- No.9 – 2012 T. Fitschen, “Taking the Rule of Law Seriously”, 30 p.
- No.10 – 2013 E. Kienle, “The Security Implications of the Arab Spring”, 32 p.
- No.11 – 2013 N. Melzer, “Human Rights Implications of the Usage of Drones and Unmanned Robots in Warfare”, 75 p.
- No.12 – 2013 A. Guidetti et al., “World Views : Negotiating the North Korean Nuclear Issue”, 47 p.
- No.13 – 2013 T. Sisk and M.-M. Ould Mohamedou, “Bringing Back Transitology - Democratisation in the 21st Century”, 36 p.
- No.14 – 2015 H. J. Roth, “The dynamics of Regional Cooperation in Southeast Asia”, 35 p.
- No.15 – 2015 G. Galice, “Les empires en territoires et réseaux”, 39 p.

Photo credit

Front page © UN Photo/Jean-Marc Ferré

Where knowledge meets experience

GCSP - Geneva Centre for Security Policy

Maison de la paix
Chemin Eugene-Rigot 2D
P.O. Box 1295
CH - 1211 Geneva 1
T + 41 22 730 96 00
F + 41 22 730 96 49
info@gcsp.ch
www.gcsp.ch